

IDÉES

La sexualité
des adolescents:
une relation qui dérange

Page B 5



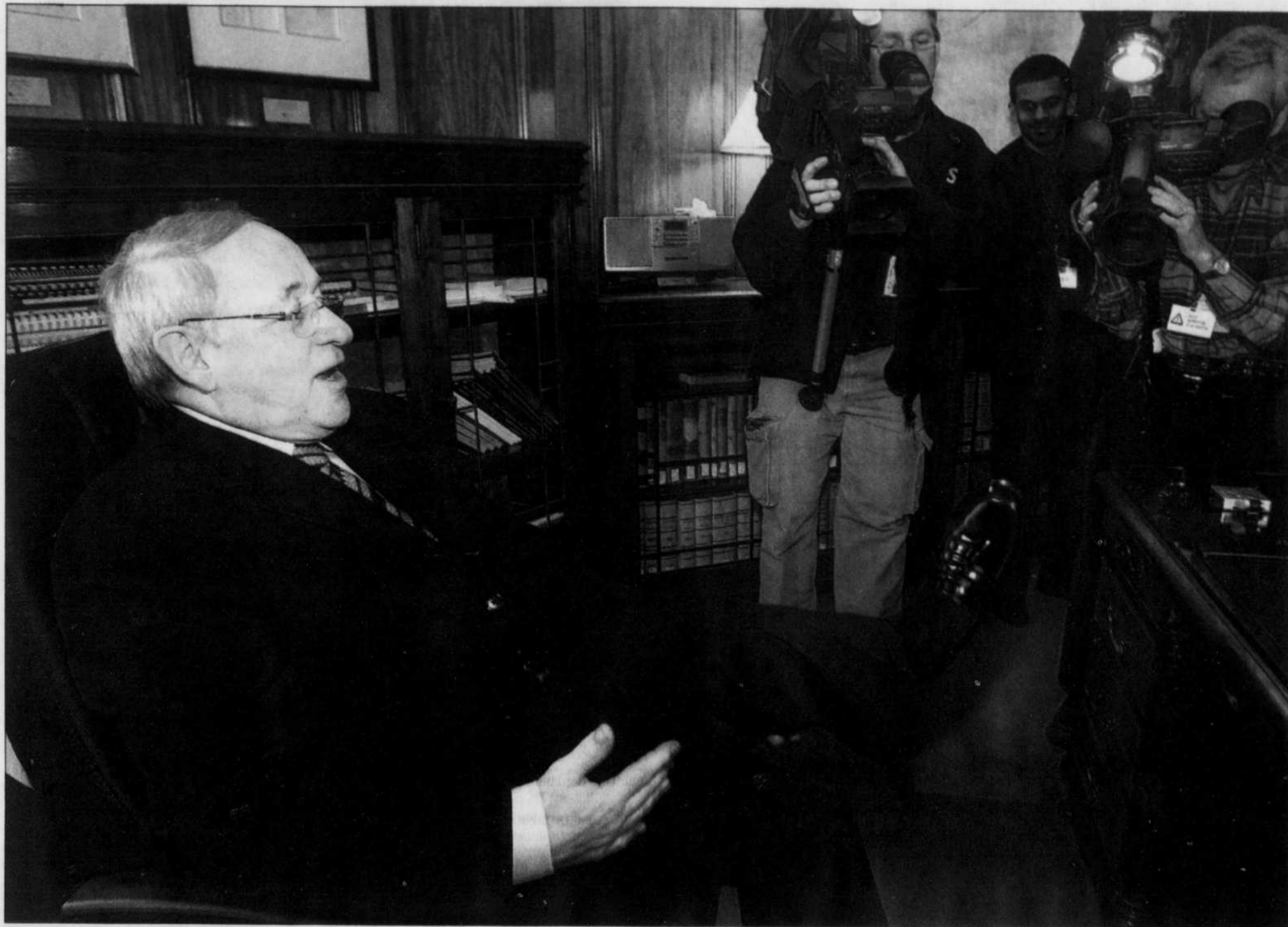
ARMÉNIE

Il y a 90 ans,
le premier génocide
du XX^e siècle

Page B 2



PERSPECTIVES



Michel Audet, qui montrait mercredi à la presse les traditionnels souliers neufs que s'achètent les ministres des Finances à la veille de la lecture du discours du budget, a présenté un budget d'économiste, et non de fiscaliste, comme le faisait son prédécesseur Yves Séguin.

Un budget pour calmer le jeu

Sans lustre, il a le mérite de dépêtrer
Jean Charest de la promesse libérale de baisser les impôts

ROBERT DUTRISAC

Québec — Aussi lénifiant et terne soit-il, le récent budget Audet a au moins le mérite de dépêtrer Jean Charest de la promesse libérale de diminuer les impôts de un milliard de dollars par année.

Cette promesse intenable, le premier ministre n'a pas manqué de la défendre à toutes les occasions depuis deux ans, même s'il s'embourbait chaque fois dans des contradictions que la superficialité la plus bonhomme ne pouvait pas gommer.

Dès leur arrivée au pouvoir, en 2003, les libéraux ont décrié l'état des finances publiques du Québec en s'appuyant sur le rapport de l'ancien vérificateur général, Guy Breton. On peut chicaner sur l'ampleur de l'impasse qu'il aurait soudainement découverte, mais une chose est sûre: le Québec n'avait pas un sou vaillant. La principale explication de cette impasse: une baisse aussi subite que draconienne de la péréquation. Et, bien sûr, le déséquilibre fiscal, dont l'effet s'aggrave au fil des ans: des revenus qui augmentent moins vite que les dépenses pour les provinces alors que c'est exactement l'inverse à Ottawa.

La réponse de M. Charest aux Québécois: rassurez-vous, vous aurez vos baisses d'impôt de un milliard par année. Les libéraux avaient promis de réduire de 27 % l'impôt des particuliers, soit retrancher cinq des dix-sept milliards que cet impôt procure à l'État. C'était considérable, surtout pour un État dont les finances étaient exsangues.

Ce n'est pas par «dogmatisme», répétait M. Charest, mais parce que c'est le simple bon sens de réduire les impôts. De toute façon, pour l'État, ces baisses d'impôt se paient d'elles-mêmes à cause de l'activité économique qu'elles occasionnent et des revenus fiscaux que génère cette croissance, raisonnait-il. Dans les années 80, Ronald Reagan a employé ce même argument pour justifier des baisses d'impôt qui ont eu pour conséquence de plonger les États-Unis dans les déficits budgétaires.

Mais voilà, le gouvernement Charest n'avait aucune intention de renouer avec les déficits. Plus le premier ministre insistait, plus on lui prêtait l'intention de chercher à financer ces baisses d'impôt par des compressions massives dans les services éta-

tiques. Les chefs syndicaux ont fait l'équation et se sont alarmés: baisses d'impôt massives = coupes sombres dans le budget de l'État. Il faut dire qu'ils avaient la simple logique pour eux.

L'exemple ne vient pas de très loin: Mike Harris, en Ontario, avait baissé les impôts en faisant des coupes sombres notamment à l'aide sociale.

Le premier ministre Harris avait aussi accepté que la province fasse des déficits. L'actuel premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, est d'ailleurs coincé avec la structure d'imposition conçue sous le gouvernement Harris, responsable d'un déficit de six milliards.

Jamais, au gouvernement Charest, on n'a voulu imiter Mike Harris, assure-t-on. Malheureusement, c'est l'impression qu'il a laissée à bien des Québécois. Il est assez significatif que les commandes que passait la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, aux ministères en préparation de ses crédits ont tout de suite entraîné des rumeurs de compressions massives, notamment à l'aide sociale. Or, tout ce qu'on retrouve dans les crédits déposés en même temps que le budget, ce sont quelques économies réalisées dans l'appareil administratif du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et celles reliées à la baisse du nombre d'assistés sociaux.

Avec le budget Audet, le gouvernement a voulu rectifier le tir. «On garde l'objectif de baisser les impôts, mais au rythme de notre marge de manœuvre», assure-t-on. Lors d'un discours hier à Sherbrooke, Jean Charest a jeté du lest: il n'ira plus «en courant» vers son objectif mais «en marchant», a-t-il dit.

Désormais, il s'agit seulement de rejoindre la moyenne canadienne, qui ne sera plus que de 1,2 milliard pour l'impôt des particuliers en 2006, selon les calculs du ministère des Finances. Mais cette comparaison est franchement bancale. Premièrement, on fait une moyenne entre les dix provinces: Terre-Neuve-et-Labrador avec ses 500 000 habitants (écart en faveur du Québec de 1,7 milliard) compte autant que l'Ontario avec ses dix millions d'habitants (écart en défaveur du Québec de 3,4 milliards). On ne tient compte ni de la taxe de vente, ni des taxes municipales, plus élevées en Ontario, ni du déficit ontarien, qui s'élève à six milliards, par exemple. Devrait-on tenir compte des tarifs d'électricité ou des garderies? Bref, le

nouvel objectif que s'est fixé le gouvernement est parfaitement subjectif. Un tel exercice de comparaison est d'ailleurs fort complexe.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement Charest a voulu calmer le jeu. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une année de négociations avec les employés de l'État pour le renouvellement de leurs conventions collectives, échues il y a deux ans. Maintenant que la promesse de baisses d'impôt massives et leur corollaire, les coupes draconiennes, ne sont plus dans le portrait, le gouvernement Charest ne se fera plus accuser de cacher son jeu néolibéral. «Il va y avoir moins de méfiance avec les syndicats et avec les municipalités. Ça va apaiser le climat social», espère-t-on.

Nombre d'observateurs ont trouvé le budget de Michel Audet bien mince. Dans les milieux financiers, on s'en réjouissait, jugeant ce budget «responsable». Il est indéniable que la modestie des mesures qu'il contient reflète l'absence de marge de manœuvre du gouvernement. Mais en y regardant de plus près, on constate qu'Yves Séguin, dans son dernier budget, ne s'était pas montré plus large. Son premier budget avait été encore pire: M. Séguin avait procédé à des compressions de 1,5 milliard, dont la moitié touchait les crédits d'impôt aux entreprises.

Les mesures fiscales annoncées par M. Audet coûteront 266 millions au gouvernement en 2005-06 tandis que M. Séguin en avait annoncé pour 220 millions en 2004-05. Les mesures de M. Séguin avaient un peu plus d'impact sur l'année suivante, 960 millions contre 666 millions, mais nous sommes dans le même ordre de grandeur. Certes, le dernier budget Séguin contenait davantage de transferts aux individus, d'ailleurs les moins nantis, soit 717 millions, contre 372 millions sur une pleine année pour le budget Audet.

Mais une différence majeure entre les deux exercices, c'est que M. Audet a écrit un budget d'économiste et non pas de fiscaliste, la profession de M. Séguin. Avec les maigres moyens du gouvernement actuel, il a cherché à stimuler l'économie, tant avec les mesures destinées aux PME et aux régions ressources qu'avec les investissements importants que le gouvernement prévoit faire dans la construction ou l'entretien d'infrastructures.

La population oubliera très vite ce budget sans lustre. Mais la pire chose que le gouvernement Charest souhaitait, c'est que ce budget, et les crédits qui l'accompagnent, crée des remous. «Ma job, c'est d'être plate», disait Jean Charest l'an dernier. Michel Audet n'a pas dérogé à cette règle de conduite.

Le Devoir



En 2003, pendant la campagne électorale, Jean Charest avait promis sur toutes les tribunes qu'un gouvernement libéral allait réduire les impôts des Québécois de un milliard par année, un objectif qui s'est rapidement révélé impossible à atteindre.

PERSPECTIVES



Jean Dion

Ce qui se passe

En proie à une sourde colère, l'argent a annoncé cette semaine son intention de poursuivre devant les tribunaux ceux qui salissent sa réputation d'honnête moyen de faciliter les transactions de biens et de services entre les humains.

«*Tout le monde s'est garrotté à la défense des votes ethniques. Mais moi, on sait bien, je compte pour des prunes. Moi, je suis capable d'en prendre. Moi, je suis coupable jusqu'à preuve du contraire, et personne ne lève le petit doigt pour prouver le contraire*», a déclaré l'argent lors d'un entretien téléphonique depuis sa villa des îles Caïmans, l'un des rares endroits au monde où il peut avoir la sainte paix.

«*C'est drôle, tout le monde veut avoir plein de moi de toutes les manières possibles, mais quand d'autres personnes se mettent de moi dans les poches, ça ne marche plus. Gang d'hypocrites*», a déploré l'argent, qui connaît aussi de sérieux problèmes dans 203 autres pays à travers la planète.

«*Les avatars de la mondialisation, c'est moi. Les injustices sociales, c'est moi. L'exploitation du sexe dans tous les secteurs, c'est moi. Le nivellement par le bas de la télévision pour hausser les cotes d'écoute, c'est moi. La guerre en Irak, c'est encore moi. C'est toujours moi. Je commence à avoir mon bondance de voyage*», a dit l'argent. «*Pourtant, revenez donc au trot deux minutes, vous allez voir combien vous vous ennuyez de moi*».

L'argent a expliqué que son recours judiciaire aura pour but de contraindre ses accusateurs à lui verser beaucoup de lui-même.

Un citoyen qui ne veut pas d'élections fédérales ce printemps s'est dit consterné à l'idée que des élections fédérales puissent avoir lieu ce printemps.

«*Le bureau de vote est situé à au moins deux coins de rue de chez moi. Et il n'y a presque pas de stationnement*», a-t-il relaté en soulignant par ailleurs qu'il n'était pas au courant que des élections fédérales se tramaient parce qu'il n'écoute pas les nouvelles, étant un homme très occupé. Ce qui ne l'empêche pas d'avoir des opinions politiques bien arrêtées. «*Mes opinions politiques sont qu'on devrait payer moins de taxes*», a-t-il précisé.

Le citoyen s'est dit d'avis que si la démocratie exige qu'un vote souvent, où s'en va-t-on je vous le demande un peu. Il a finalement reconnu que tout ça ne le dérangeait pas tellement parce qu'il ne vote jamais de toute façon, étant un homme très occupé.

Dans une allocution exceptionnelle à la nation, le premier ministre Paul Martin a déclaré que le gouvernement libéral avait été d'une incompétence inqualifiable et a demandé aux Canadiens de le maintenir en poste pendant encore plusieurs mois.

«*J'étais ministre des Finances, batêche, et je n'ai rien vu rien entendu rien su concernant les malversations qui ont secoué les finances du parti et du pays*», a lu M. Martin sur le téléécran qui sert à faire semblant que ce qu'il dit vient du cœur et n'a pas été confectionné par des experts en relations publiques. «*Nous avons été pourris, et je vous convie chaleureusement à conserver cette putréfaction jusqu'au dépôt du rapport du juge Gomery*».

M. Martin a ajouté qu'il était le mieux placé pour faire le ménage puisqu'il connaît personnellement tous les responsables du scandale.

Invité à analyser l'intervention du premier ministre, un témoin s'est dit d'avis que M. Martin ne pouvait pas avoir écrit ça lui-même parce que tous les verbes et adjectifs étaient correctement accordés.

Un quidam qui n'a aucun intérêt particulier pour la religion catholique s'est passionné pendant deux semaines pour la course à la papauté.

«*Quel suspense! C'était épuisant*», a raconté le quidam, qui ne sait même pas ce qu'est un archidiocèse mais qui était, à la fin, en mesure de nommer quatre cardinaux électeurs, dont deux Québécois, et de dire s'ils sont des radicaux ou des modérés. «*Comme je n'ai aucune idée des positions de l'Église catholique sur quoi que ce soit, je ne sais pas ce que signifie être radical ou modéré, mais je savais à quel camp appartenait chacun de ces quatre cardinaux*», a-t-il fait savoir.

Comme il l'avait entendu à la radio de la bouche de quelqu'un qui avait l'air de connaître ça, l'individu s'est aventuré jusqu'à soumettre que Benoît XVI était un pape de transition.

«*Et de transition vers quoi?*», lui a-t-on demandé.
«*Heu, je sais pas.*»
«*Vers un autre pape, peut-être?*»
«*Ça doit être ça, oui.*»
Le lendemain de l'élection du nouveau pape, le quidam est retourné à son indifférence. «*Exactement comme les médias d'information*», a-t-il souligné.

Un expert en statistiques s'est réjoui d'avoir prédit avec exactitude l'accession du cardinal Joseph Ratzinger au poste de patron du Saint-Siège.

«*Dans toutes les élections, il y a deux éléments clés à propos desquels il est extrêmement difficile de faire des prévisions: le vote des jeunes et le vote des femmes*», a-t-il dit lors d'une entrevue. «*Or, dans ce cas, ben c'est ça qui est ça*». L'expert a émis l'hypothèse que le conclave avait élu un pape conservateur parce que ses membres étaient eux aussi pas mal tannés des libéraux, mais ça reste à voir étant donné que c'est l'Esprit saint qui décide.

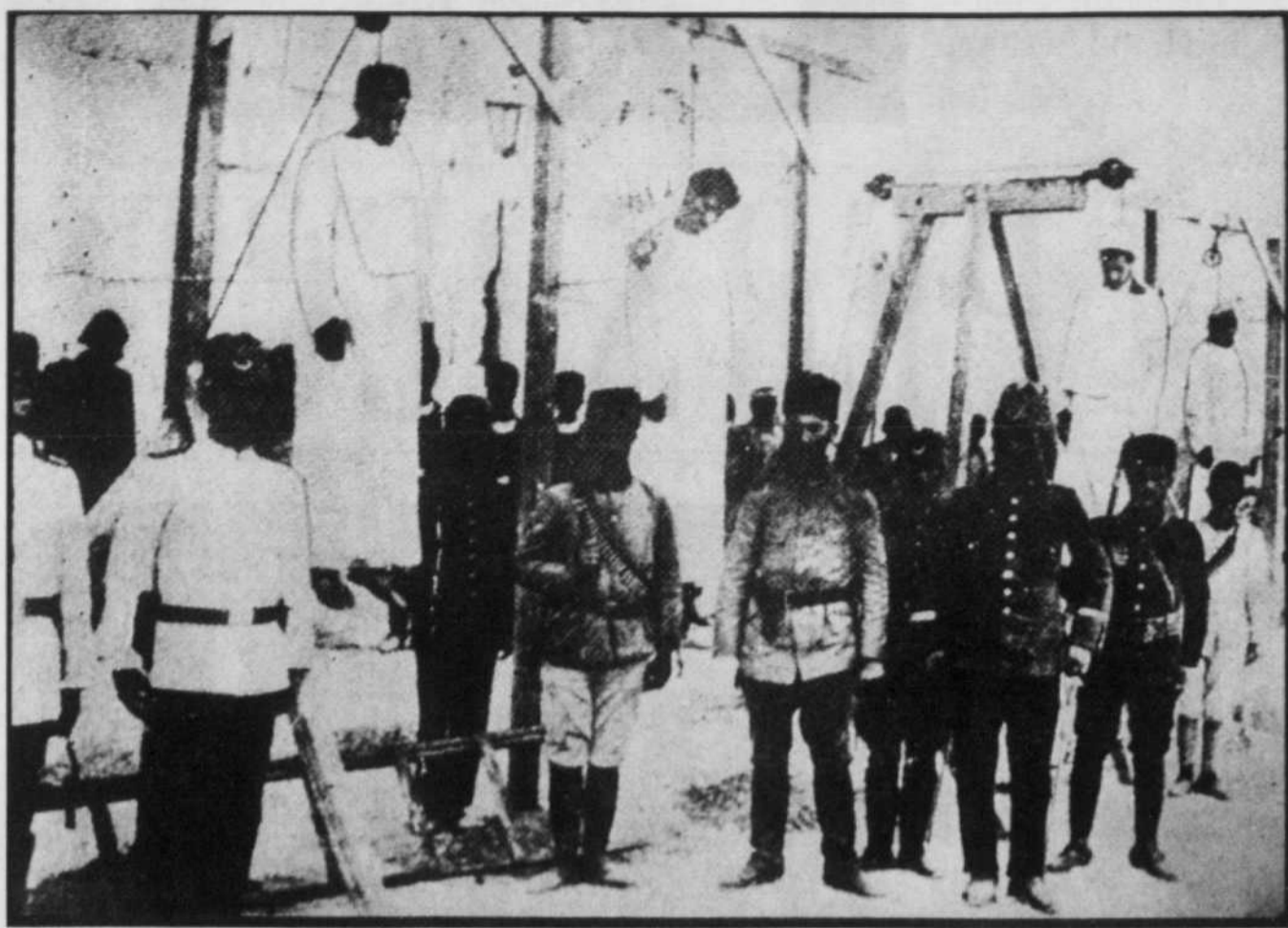
Cela étant, il s'est dit étonné de ce que des gens s'étonnent de ce que des catholiques conservateurs portent à leur tête un catholique conservateur. «*Vous espérez quoi? Une agnostique divorcée en faveur de la contraception qui ne parle pas le latin (c'est l'agnostique qui ne parle pas le latin, pas la contraception, même si la contraception aussi ne parle pas le latin)?*»

Un gars a remis à la semaine prochaine une tâche dont il avait passé toute la semaine à se dire qu'il allait l'accomplir en fin de semaine.

«*Toute la semaine, je me suis dit que j'allais faire ça en fin de semaine, et je me croyais. Mais rendu à la fin de semaine, je ne sais pas pourquoi, ça ne me tentait plus*», a dit le gars, qui se sent un peu coupable mais pas trop parce qu'il a bien le droit de se reposer de temps en temps.

Il a précisé qu'à son avis, il allait passer toute la prochaine semaine à songer qu'il allait accomplir la tâche la fin de semaine suivante. «*Et ça, je vais le faire, garanti. Je ne reculerai pas. Je vais vraiment y penser*», a-t-il promis.

jdion@ledevoir.com



Cette photo prise en 1915 à Alep (Syrie) montre des soldats turcs posant près des corps d'Arméniens pendus sur la place publique, pendant la déportation des Arméniens durant la seconde moitié des années 1910. Entre le printemps de 1915 et l'automne de 1916, plus d'un million d'Arméniens, sur une population de deux millions, ont été exterminés.

Il y a 90 ans

Le premier génocide du siècle

Avant les Juifs et les Tutsis, les Arméniens furent victimes du premier génocide moderne

CHRISTIAN RIOUX

Derrière son sourire, la grand-mère de Claire Mouradian cachait des cicatrices profondes. Outre la blessure morale, indélébile, son corps portait des traces de coups de couteau dans les flancs, de lobes d'oreille arrachés et de quelques balles perdues. En 1915, elle échappa miraculeusement au massacre. Chez elle, à Diyarbakir, sur les bords du Tigre, on assassinait à la sortie de la ville, loin des yeux indiscrets. Elle s'en est tirée, cachée sous un tas de corps. Des Kurdes, probablement pilliers de cadavres, l'ont récupérée. Il lui faudra encore échapper à une famille qui la destinait à un mariage, gagner Alep où elle rencontra son futur époux et passer par la Cilicie, l'éphémère Arménie indépendante et la Grèce. En route pour les États-Unis, elle fit escale en France, d'où elle n'est jamais repartie.

«*Les Arméniens n'ont jamais oublié*», dit Claire Mouradian. *Ma grand-mère m'a toujours raconté ce qui s'était passé. La famille a perdu ses terres, sa maison et un commerce. J'étais toute petite lorsqu'on m'a raconté les massacres.*» On comprend pourquoi Claire Mouradian est devenue historienne.

Entre le printemps de 1915 et l'automne de 1916, plus d'un million d'Arméniens, sur une population de deux millions, ont été exterminés. On commémorera demain les 90 ans de ce crime contre l'humanité, reconnu par la majorité des historiens et plusieurs dizaines de gouvernements à travers le monde, dont le Québec, mais pas le Canada.

C'est le 24 avril 1915 que débute un vaste programme de déportation et d'extermination des Arméniens, dit Claire Mouradian. Ce jour-là, à Constantinople, on assassine 650 élus, prêtres, écrivains professeurs, médecins et journalistes pour décapiter la nation. À partir de là, les meurtres collectifs vont s'étendre à une grande partie du pays. Quand les populations ne sont pas exterminées sur place, on les envoie mourir de faim, de soif et d'épuisement dans des régions marécageuses et les déserts d'Arabie. Les massacres se poursuivront jusqu'en 1922, après l'arrivée au pouvoir du nationaliste Atatürk. Aujourd'hui, il ne reste plus que 70 000 Arméniens à Istanbul.

«*C'est le premier génocide organisé et planifié systématiquement par un État au XXe siècle*», explique le médecin Yves Ternon, spécialiste des génocides. *On entre dans la modernité du siècle avec lui. Il n'y avait jamais eu auparavant une telle organisation systématique par un parti qui contrôle la totalité des pouvoirs d'un pays et qui annonce les grands partis totalitaires du XXe siècle.*»

En fait, selon les spécialistes, le premier véritable génocide (un terme inventé en 1944) serait celui des Herreros, perpétré en Namibie par les Allemands en 1904. Contrairement à ce dernier, le génocide des Arméniens n'est pas lié au colonialisme et se déroule selon toutes les règles de la Shoah.

«*Il contient déjà tous les éléments de ceux qui vont suivre*», dit Claire Mouradian. *Il se déroule dans un contexte de guerre et met en scène une idéologie raciale et nationaliste exclusive. Il utilise les moyens modernes de l'époque et mobilise la bureaucratie de l'État. Une nouvelle unité, l'Organisation spéciale, est créée, composée de criminels de droit commun et dépendant du ministère de l'Intérieur. Les déportations massives servent de camouflage. L'expropriation des biens est systématique. Une commission des biens "abandonnés" légalise la spoliation. Tout cela se déroule au détriment même de l'effort de guerre. Le déni est planifié dès le début et un black-out sur l'information est organisé.*»

Les massacres de 1894-96 et de 1909 présageaient déjà ce qui allait survenir. Mais, lorsque les Jeunes-Turcs arrivent au pouvoir en 1908, dans le contexte de la perte des provinces balkaniques, les choses s'accroissent. En 1913, la fraction la plus dure du comité Union et Progrès prend le pouvoir et instaure une dictature. Dès cette époque, des boycottages des marchands non musulmans sont organisés. En même temps que les Arméniens sont déportés,

des populations musulmanes des Balkans et d'Anatolie prennent leur place.

Les dépêches des missionnaires et des diplomates postés aux quatre coins de l'empire racontent toutes la même chose. Les hommes sous les drapeaux seront les premiers éliminés. Il y avait certes des cas de désertion, mais il y en avait aussi chez les Turcs, dit Claire Mouradian. On destitue ensuite les fonctionnaires. On se débarrasse des élites. La rafle de Constantinople se répète dans les grandes villes de l'empire. On assassine ensuite sur place ou à la sortie des villes. Des Jeunes-Turcs médecins y vont même de consignes hygiénistes qui recommandent de ne pas massacrer près des points d'eau pour ne pas provoquer d'épidémies.

Depuis toujours, l'État turc considère que cette histoire de génocide est une invention de la diaspora. L'État a toujours justifié un certain nombre de ces déportations en évoquant une trahison arménienne qui expliquerait les défaites ottomanes lors des campagnes du Caucase et de Suez. Seuls 300 000 Arméniens auraient péri, dit l'histoire officielle turque. «*Il n'y a pas eu plus de déserteurs arméniens que de déserteurs turcs*», réplique Claire Mouradian. *Contrairement à ce que disent les négationnistes turcs, les Arméniens étaient désarmés puisque les hommes avaient été mobilisés massivement dans l'armée ottomane.*»

Le plus surprenant, dit-elle, c'est qu'on sait tout depuis le début. Très tôt, des témoins venus d'Allemagne (alliée aux Turcs), de Scandinavie et des États-Unis (neutres) constatent ce qui s'est passé. Des rescapés arrivent jusqu'au Caucase et informent les Russes. Des comptes rendus sont envoyés au patriarcat de Jérusalem. Les premières commémorations du massacre du 24 avril ont d'ailleurs lieu dès 1919 à Berlin et à Constantinople (occupée par les Alliés).

Le premier ouvrage de l'historien britannique Arnold Toynbee sur le sujet paraît en novembre 1915. Il utilise les résultats de la commission d'enquête américaine instituée à l'été de la même année et qui rend ses premières conclusions en octobre. «*Toynbee a déjà compris le mécanisme*», dit Claire Mouradian. *Tout y est. Il ne s'agit pas d'un geste dirigé contre l'ennemi, mais contre des sujets que l'État était censé protéger. Il ne s'agit pas non plus d'une guerre de religion. L'idéologie des Jeunes-Turcs était moderne et laïque. Elle n'avait rien à voir, par exemple, avec l'islamisme même si elle utilisait l'islam.*»

L'importance de reconnaître le génocide arménien tient justement à son caractère exemplaire. «*Le génocide est une invention de la modernité*», dit Claire Mouradian. *Quand certains parlent de massacres à l'orientale, ils se trompent. Le génocide est tout sauf archaïque.*»



Près de 80 ans après le début du génocide arménien, ces images de Rwandais fuyant des massacres en série venaient rappeler cruellement que l'histoire se répétait.

AGENCE FRANCE-PRESSE

JEREMIAH KAMAU REUTERS

PERSPECTIVES

Élection de Joseph Ratzinger

Un pape aux convictions inébranlables

Christian Terras, directeur de la revue catholique critique *Golias* —éditée à Paris—, analyse la stratégie de conquête du pouvoir suivie par Joseph Ratzinger, devenu Benoît XVI cette semaine, et s'inquiète d'un pontificat «très moral et très cérébral», au cours d'un entretien avec un journaliste de *Libération*.

CHRISTOPHE ALIX

L'élection de Joseph Ratzinger comme pape est-elle logique au regard de la manière dont se sont déroulées ces dernières semaines?

Tout cela a été parfaitement orchestré et depuis bien plus longtemps. Le cardinal Ratzinger gérait la vacance du pouvoir depuis un an et a eu l'occasion de montrer à ses collègues cardinaux qu'il avait le profil de l'emploi. Il a neutralisé les divers groupes qui se sont servis de la maladie du pape pour pousser leurs pions. C'est le cas du groupe de l'Opus dei, regroupé derrière le cardinal espagnol Herranz et qui militait pour un pape sud-américain, sa principale place forte avec l'Espagne. Les charismatiques de «Communion et libération» soutenaient M^r Scola, patriarche de Venise, et la communauté romaine de San Egidio, qui œuvre pour la paix, était favorable à l'archevêque de Milan, Tettamanzi.

Quelle image a-t-il cherché à imposer?

En mettant à distance ses ambitions plus ou moins déclarées, Ratzinger est apparu comme un défenseur de l'intérêt général de l'Église, qui mettait de côté ses ambitions personnelles pour assurer le bon fonctionnement de l'institution. D'autre part, comme il a été le principal inspirateur théologique du pontificat de Jean-Paul II, il n'a guère eu besoin de se mettre en avant. Sa supposée sagesse, son image de grand intellectuel et de grand serviteur de l'Église suffisaient pour l'imposer naturellement. Pour lui, l'important d'ailleurs n'était pas tant de devenir pape que de voir son programme et ses idées appliqués à la lettre. Et puis Jean-Paul II l'avait adoubi de son vivant, non pas comme successeur mais comme gardien le plus éminent de l'orthodoxie romaine. De cette auréole de prestige à l'élection, il n'y avait qu'un pas.

Un débat entre conservateurs et progressistes a-t-il jamais eu lieu?

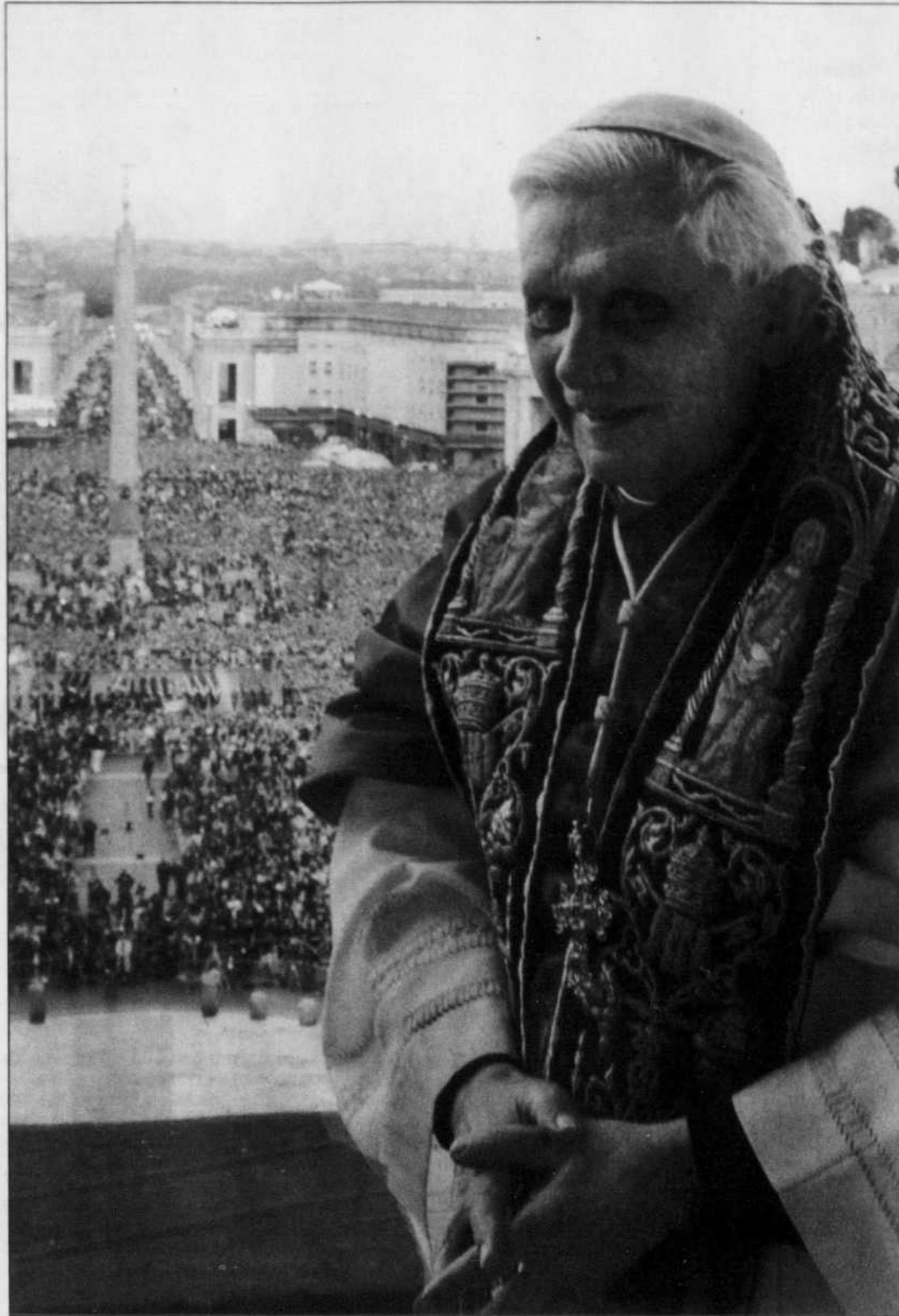
L'Église essaie de se donner des allures de démocratie pour tenter de gommer son aspect monarchique absolu. Elle a parfaitement su instrumentaliser dans ce sens les journalistes chargés de l'information religieuse dans les médias catholiques en faisant croire qu'il y avait un débat entre conservateurs et progressistes. Les quelques rares voix dissidentes qui se sont élevées durant le pré-conclave, comme celle du cardinal Martini, un des seuls vrais progressistes avec le Belge Daneels, archevêque de Bruxelles, et qui demandaient plus de collégialité ou une évolution des positions de l'Église sur l'éthique, ont été très vite réduites au silence par Ratzinger lui-même.

Sur quels thèmes Ratzinger a-t-il fait «campagne»?

La montée en puissance de Ratzinger ces dernières semaines s'est articulée en trois étapes. Il y a d'abord eu les discours de la semaine sainte, dans lesquels il a énoncé la volonté de nettoyer l'Église de l'intérieur en mettant fin aux déviances et scandales, comme celui de la pédophilie qui rongé l'Église américaine, à l'homosexualité de plus en plus répandue dans les séminaires, à la tolérance accordée à des prêtres vivant maritalement, etc. Deuxième étape, le discours qu'il a prononcé la veille de la mort de Jean-Paul II à l'abbaye bénédictine de Subiaco, aux alentours de Rome, et dans lequel il s'en prenait à une Europe païnisée, infidèle à ses racines chrétiennes, en annonçant clairement un programme de reconquête. Troisième et dernière étape, lors de la messe précédant l'entrée en conclave, la condamnation de la modernité et le procès du relativisme. Tout le programme de Ratzinger est là, dans ces trois interventions.

Comment, d'après vous, les choses se sont-elles déroulées dans la chapelle Sixtine?

D'après mes calculs, Ratzinger avait déjà 50 cardinaux derrière lui lors de l'entrée en conclave. Vingt-cinq cardinaux étaient sur une ligne plus modérée, favorables à un pape extra-européen et désireux que l'Église se recentre sur des questions plus sociales et moins théologiques. Enfin, une quarantaine d'indécis attendaient les premiers tours de scrutin pour



L'image de grand intellectuel et de grand serviteur de l'Église dégagee par Joseph Ratzinger a suffi pour l'imposer naturellement comme successeur à Jean-Paul II.

voir. Sur ces 40 voix, 30 à mon sens ont basculé très vite pour Ratzinger tandis qu'une dizaine seulement se sont portées sur des cardinaux plus «progressistes», comme le Brésilien Hummes ou le Hondurien Maradiaga. Les «modérés» ont été battus à plate couture par ce nouveau pape qui va jouer la continuité avec le pontificat de Jean-Paul II.

L'accueil quelque peu mitigé qu'il reçoit va-t-il l'amener à une sorte de stratégie de contre-emploi?

Sur la forme, oui, il va essayer d'arrondir les angles, comme il a déjà commencé à le faire. Il sera plus pédagogique, moins dogmatique peut-être. Mais sur le fond, le socle de ses convictions est absolument inaltérable. Ratzinger est un pessimiste sur la condition humaine et pour lui l'Église est infaillible et ne peut pas demander pardon au monde, seulement à Dieu.

Sera-t-il encore moins moderniste que son prédécesseur?

C'est à craindre, oui. Sur deux points au moins, il sera en recul par rapport à Jean-Paul II. Le dialogue interreligieux d'abord, très difficile pour un homme qui considère la religion catholique comme supérieure aux autres. Ratzinger n'avait pas du tout apprécié l'initiative prise par Jean-Paul II à Assise, au nom de cette condamnation de tout relativisme théologique

et spirituel. Sur la repentance ensuite, il n'est pas question pour Benoît XVI de demander pardon pour les erreurs du passé et qui plus est aux hommes, comme l'avait fait Jean-Paul II vis-à-vis des Juifs, par exemple. On ne demande pardon qu'à Dieu et pour les fautes d'aujourd'hui, c'est-à-dire notre relativisme, pas celles d'hier!

Comment va-t-il s'y prendre pour mener sa croisade spirituelle à contre-courant?

Ratzinger va reprendre en main le gouvernement central de l'Église et tentera probablement, en grand intellectuel et fin tacticien qu'il est, de rallier des penseurs laïques dans son combat contre la modernité. Des intellectuels comme le philosophe allemand Jürgen Habermas ou l'Américain Francis Fukuyama, connu pour ses théories sur la fin de l'Histoire après la chute du communisme, pourraient devenir des alliés objectifs du discours du pape dans le champ sociétal. Benoît XVI pourra alors dire: «Vous voyez, il n'y a pas que l'Église qui dit que la modernité est une impasse, cette vue est partagée par d'autres.» On se prépare un pontificat très moral, très cérébral, loin du pontificat très médiatique de Jean-Paul II, qui — quoi que l'on puisse par ailleurs penser de ses idées — était un homme d'un grand charisme et d'une grande générosité.

Libération

L'antimodernisme apparent de Ratzinger

MARC SEMO

Rome — L'antimodernisme apparent de Benoît XVI dérange. Ce théologien de haut vol, fortement influencé par saint Augustin et par son pessimisme sur l'homme que seule peut sauver la grâce divine, bouscule le conservatisme traditionnel d'une certaine Église. Extraits de certains de ses discours ou écrits.

Europe

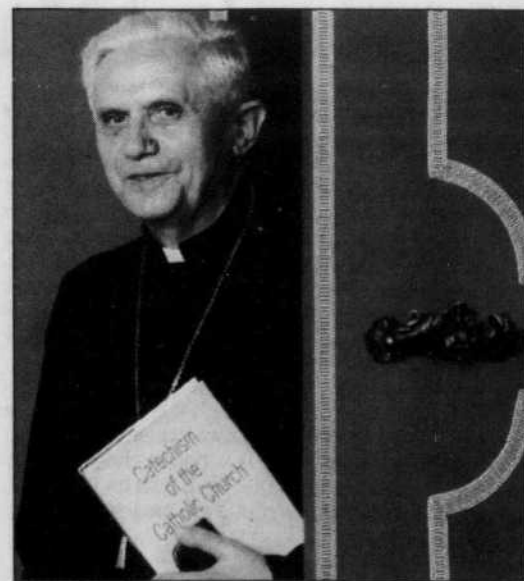
«Il y a en Occident une étrange haine de soi qui peut être considérée comme pathologique. De façon louable, l'Occident tente de s'ouvrir à plus de compréhension pour des valeurs extérieures, mais il ne s'aime plus lui-même. Il ne voit plus désormais de sa propre histoire que ce qui est dépréciable ou destructeur et il n'est plus en mesure d'y percevoir ce qui est grand et pur. L'Europe pour survivre a besoin d'une nouvelle acceptation d'elle-même, certes humble et critique. Le multiculturalisme, qui est encouragé passionnément, se réduit souvent à un abandon et à un reniement par l'Europe de ce qui lui est propre.» (Conférence à Berlin, le 28 novembre 2000.)

Ouverture au monde

«Le dialogue avec le monde est possible, mais seulement sur la base d'une identité claire: on peut et doit s'ouvrir, mais seulement une fois acquise sa propre identité et donc quand il y a quelque chose à dire. [...] Ce ne sont pas les chrétiens qui s'opposent au monde. C'est le monde qui s'oppose à eux quand est proclamée la vérité sur Dieu, sur le Christ, sur l'Homme. Il est temps que le chrétien soit conscient d'appartenir à une minorité et d'être souvent en opposition avec ce qui est évident, logique, naturel pour ce que le Nouveau Testament appelle, et pas en un sens positif, l'esprit du monde.» (In «Liberté et vérité», 1996.)

Église

«Seigneur, souvent ton Église nous paraît une barque qui est en train de sombrer, une barque qui



Le nouveau pape a été «gardien du dogme» de l'Église pendant 24 ans.

fait eau de toutes parts. [...] Les habits et le visage tellement sales de ton Église nous plongent dans le désarroi. Mais c'est nous qui les avons salis! Mais c'est nous qui Te trahissons chaque fois malgré toutes nos grandes paroles et nos grands gestes. Mon Dieu, aie pitié de ton Église.» (Extrait de «La méditation du chemin de Croix», 25 mars 2005.)

Concile Vatican II

«Les papes et les pères du concile espéraient une nouvelle unité catholique et au contraire nous nous sommes dirigés vers une dissension qui, pour reprendre les paroles de Paul VI, semble être passée de l'autocritique à l'autodestruction. On espérait un nou-

vel enthousiasme et on a trop souvent abouti, au contraire, à l'ennui et au découragement. On s'attendait à un bond en avant et on s'est retrouvé au contraire face à un processus évolutif de décadence [...] qui, en se référant à un prétendu «esprit du concile», l'a de plus en plus discrédité.» (In «Entretien sur la foi». Entretiens avec Vittorio Messori, Fayard, 1985.)

Dieu

«Dieu est très marginalisé. Dans la vie politique il semble indécemment d'en parler comme s'il s'agissait d'une agression contre le non-croyant. Le monde suit sa route excluant Dieu comme quelque chose qui n'appartient pas à cette terre et il en est de même dans le monde de l'économie ou dans la vie privée. [...] Une société dont Dieu est absolument absent s'autodétruit.» (Interview au quotidien *Repubblica*, 19 novembre 2004.)

Islam

«C'est un défi positif pour nous que cette ferme foi en Dieu des musulmans et la conscience que nous sommes tous sous le jugement de Dieu. [...] Mais nous pouvons offrir le concept de liberté religieuse à une religion où est déterminant le poids de la théocratie, c'est-à-dire l'indivisibilité entre le pouvoir de l'État et la religion. Nous pouvons leur montrer un Dieu qui donne plus de liberté à l'homme et lui laisse de nouveaux espaces.» (Idem)

Mariage homosexuel

«Le mariage est saint alors que les relations homosexuelles s'opposent à la loi morale naturelle. Les actes homosexuels en effet nient à l'acte sexuel la possibilité de donner la vie. Et en aucune manière, ils ne peuvent être approuvés.» («Considérations sur les projets de reconnaissance légale des unions entre personnes de même sexe», publication du Vatican du 3 juin 2003.)

Libération



Michel David

La douce revanche de Parizeau

Une des anciennes ministres de Jacques Parizeau s'est empressée de lui expédier, dans sa retraite méditerranéenne, le compte rendu des entrevues accordées au cours des derniers jours par l'ancien directeur général du PLC au Québec, Benoît Corbeil.

Elles ont dû avoir l'effet d'un baume sur les plaies d'un homme qui est resté blessé par les réactions à ses propos du 30 octobre 1995 au sujet de l'argent et des votes ethniques. Le film-portrait intitulé *Monsieur*, tourné par la journaliste Francine Pelletier, traduisait bien son amertume et son sentiment d'être victime d'une grave injustice.

Sur le plan politique, la déclaration de M. Parizeau demeure une faute que le mouvement souverainiste en général et le PQ en particulier expient depuis dix ans. Les révélations de M. Corbeil en confirment toutefois le bien-fondé.

Remarque, il n'y a rien d'étonnant ou de répréhensible à ce que la stratégie du camp du NON ait consisté à «faire sortir le vote ethnique au maximum». Le camp du OUI a tout fait, lui aussi, pour convaincre ses partisans d'aller voter. Avec un taux de participation de 95 %, on peut avancer sans risque que les deux camps ont réussi.

A l'approche du référendum, tout le monde avait bien noté cette «accélération du processus menant à la citoyenneté de milliers d'immigrants», mais M. Corbeil a ajouté une explication très intéressante: «Ce n'était pas difficile, plusieurs commissaires de l'Immigration étaient liés au parti.»

L'ancien directeur général des élections du Québec, Pierre F. Côté, qui a supervisé la tenue du référendum, hésite à dire que celui-ci a été «volé» par le camp du NON. Il est en effet impossible de prouver hors de tout doute que l'OUI l'aurait emporté n'edt été les manœuvres inmorales ou illégales décrites par M. Corbeil, qu'il s'agisse de cette pluie de certificats de citoyenneté ou des millions de dollars investis dans le *love-in* de la place du Canada. Avec un résultat aussi serré, rien n'interdit cependant de penser qu'elles ont fait la différence.

Une chose est certaine: contrairement à ce que le ministre des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, a soutenu jeudi à l'Assemblée nationale, le NON n'a pas gagné honorablement. Soit, il a gagné, mais il a triché. M. Pelletier est un honnête homme, mais il devrait perdre cette mauvaise habitude de défendre l'indéfendable.

Le premier ministre Jean Charest, qui était vice-président du comité du NON, a été plus prudent. «En 1995, les Québécois ont exprimé leur choix en leur âme et conscience», a-t-il dit. On peut très bien tricher en son âme et conscience. Jean Chrétien croyait sincèrement que l'unité du pays valait le pillage des fonds publics auquel le programme des commandes a donné lieu.

Selon Stephen Harper, «le Parti libéral a fait de la politique fédérale un choix entre la séparation et la corruption». Le chef du NPD, Jack Layton, est allé plus loin: «Plusieurs au Québec voient maintenant le fédéralisme comme étant corrompu.» Il nous faudrait donc choisir entre la séparation et la corruption. S'il avait fallu que M. Parizeau dise une chose pareille!

Il y a une quinzaine d'années, l'ancien premier ministre avait exprimé en des termes qui en avaient choqué plusieurs, à commencer par Lucien Bouchard, qui venait tout juste de fonder le Bloc québécois, son souhait de voir la Chambre des communes se transformer en «Parlement à l'italienne».

«Les souverainistes n'ont pas intérêt à ce qu'un grand nombre de personnes regardent encore Ottawa comme un gouvernement stable, sérieux. Il faut que l'image projetée soit celle d'un gouvernement faible, désorienté, et qui va l'être encore plus à l'avenir. Ça, c'est parfait», avait-il expliqué en janvier 1991.

Même dans ses rêves les plus fous, M. Parizeau n'avait sans doute pas imaginé une situation aussi bordélique que celle qui prévaut actuellement à Ottawa. Ah! s'il avait pu tenir son référendum dans des conditions aussi favorables! J'espère qu'on lui envoie aussi les enregistrements de la période de questions quotidienne aux Communautés. Il doit vraiment se bidonner.

Dans le genre «faible et désorienté», l'allocation télévisée du premier ministre Paul Martin, jeudi soir, était une véritable pièce d'anthologie. Il devient pathétique de voir le pauvre homme multiplier les mea-culpa.

Cette façon de supplier à genoux les partis d'opposition de lui accorder quelques mois de sursis, avec un scrutin hivernal à la clé, était franchement gênante à voir. Selon le sondage éclair effectué par Léger Marketing après son intervention, les Québécois ne le croient plus.

Gilles Duceppe va un peu vite en affaires quand il affirme que «la preuve est faite». De toute évidence, il y a eu un détournement scandaleux de fonds publics au profit d'amis du Parti libéral et du PLC lui-même, mais le rôle exact des uns et des autres n'est pas clairement établi.

Là n'est cependant plus la question. A voir les rats chercher à quitter le navire, comme Pierre Pettigrew, qui se meurt d'être élu secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), il est manifeste que ce gouvernement et son chef n'ont plus la capacité de diriger le pays.

M. Martin l'a bien dit: le Parlement n'a plus d'intérêt que pour les élections à venir. Lui-même en est rendu à fuir la Chambre des communes. C'est à se demander si ses nerfs pourront encore tenir pendant six mois. M. Parizeau mériterait bien de rigoler encore un peu, mais il est temps d'en finir.

mdavid@ledevoir.com



Jacques Parizeau

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

É D I T O R I A L

Aux urnes!

Le Canada est en campagne électorale. Le coup d'envoi a été donné par le premier ministre Paul Martin jeudi soir lors de son intervention à la télévision. Ne reste plus qu'à fixer la date du scrutin qui, n'en déplaise au chef libéral, sera déterminée par les partis d'opposition. Dans le climat de crise actuel, mieux vaut crever rapidement l'abcès du scandale des commandites avant que tout le pays ne soit paralysé.

Cette intervention du premier ministre nous en a appris beaucoup sur M. Martin et son gouvernement. En faisant ainsi une déclaration sur les ondes publiques à une heure de grande écoute, le premier ministre s'est octroyé un recours que ses prédécesseurs n'ont utilisé que dans les moments de crise grave. C'était reconnaître qu'il y a une crise. C'était aussi reconnaître que la seule sortie possible sera un scrutin qu'il s'est engagé à tenir au plus tard 30 jours après le dépôt du rapport de la commission Gomery. Voilà qui a le mérite de placer les choses dans leur juste perspective.

Le premier ministre justifie cette attente de neuf mois par la nécessité de s'assurer que le jury électoral aura tous les éléments du dossier des commandites avant de se prononcer. *Audi alteram partem*, dirait en d'autres mots le chef du Parti québécois, Bernard Landry. Vrai, il faut, question de justice et d'équité, entendre toutes les parties avant de juger, mais il y a la théorie et la réalité, celle-ci étant que ce gouvernement est devenu dysfonctionnel.

Pour qui observe le moindre des débats aux Communes, il est évident que le Parti libéral est incapable de contrôler le Parlement. Ce sont les partis d'opposition qui dictent désormais le rythme des travaux. L'entente cordiale conclue au lendemain des élections pour laisser les libéraux gouverner ne tient plus.

Même s'ils acceptaient la main tendue par le NPD, les libéraux pourraient être défaits par les conservateurs appuyés par les bloquistes et un député indépendant. Pire, les défections ont commencé. La semaine dernière, un député a quitté le caucus libéral, et d'autres pourraient l'imiter. Il est même question que le ministre Pierre Pettigrew parte occuper le fauteuil de secrétaire général de l'Organisation des États américains qui lui est providentiellement offert.

La réalité, c'est aussi que ce gouvernement n'a désormais comme seule priorité que sa survie. Tous les jours, il lui faut se défendre contre les attaques de l'opposition qui s'alimente aux révélations faites devant le juge Gomery. De plus, le clan de Jean Chrétien multiplie les embuscades. Difficile alors d'avoir l'esprit à gouverner. Déjà, ce gouvernement arrivait mal à le faire, tergiversant des mois durant à propos du bouclier spatial ou de la politique étrangère, voire du dossier des subventions à Bombardier pour son projet d'avion de série C.

La faiblesse de ce gouvernement le rend par ailleurs vulnérable à tous les chantages. On a vu jeudi soir le chef du NPD, Jack Layton, poser ses conditions en contrepartie de son appui au cours des prochains mois. Demain, ce sera au tour des provinces ou de groupes de pression de toute sorte de négocier leur appui. Les compromis électoralistes donneront naissance à des programmes alambiqués comme le Plan national de réduction des gaz à effet de serre dévoilé par le ministre de l'Environnement, Stéphane Dion, il y a quelques jours.

Les circonstances actuelles ne sont pas propices à l'exercice d'un «bon» gouvernement. Il faut se demander quel intérêt Paul Martin prétend servir en s'accrochant au pouvoir, si ce n'est celui du Parti libéral. Bien sûr, on dira des partis d'opposition qu'eux aussi sont mus par l'attrait du pouvoir, sauf que, en cette matière, le parti au gouvernement a le devoir de servir l'intérêt général sans qu'on puisse douter qu'il le fait avec sincérité. Aujourd'hui, nous disons que cette confiance n'existe plus.

Si des élections ont lieu ce printemps, les électeurs n'auront pas toutes les pièces pour juger de l'étendue du scandale des commandites. Toutefois, le but de l'exercice pour les électeurs ne sera pas de partager les torts du scandale des commandites mais de déterminer si le Parti libéral actuel, celui dirigé par Paul Martin, peut être digne de confiance. Les Canadiens et les Québécois prendront en compte le passé et le présent. Il leur faudra juger si les mesures prises par le gouvernement actuel pour nettoyer les écuries d'Augias sont suffisantes. Il leur faudra ensuite se demander si les conservateurs de Stephen Harper sauraient faire mieux.

La réponse à ces questions n'est encore certaine d'aucune façon, quoi qu'en pensent les partis d'opposition. On pourrait attendre encore des mois, comme le souhaite le premier ministre, pour les soumettre au jugement des électeurs, mais ce serait laisser la plaie s'infecter davantage, avec le risque de voir se dégrader la situation politique et économique. Personne n'y gagnera.

bdescoteaux@ledevoir.ca

Antoine Robitaille

« Il semble bien que ce soit une proposition juste », écrivait le *Globe and Mail* hier en commentant le discours à la nation de notre premier ministre en « état de siège », expression utilisée par le *National Post*.

La « performance de M. Martin », qualifiée par le *Globe* de « sincère et solide », semble avoir convaincu, voire séduit, le journal torontois, qui épousait hier tous les arguments du premier ministre dans ce qui ressemblait à un éditorial de réorientation préélectorale.

Ainsi le *Globe* estime-t-il qu'on doit attendre avant de convoquer les Canadiens aux urnes, même s'ils sont « fâchés, et avec raison, à propos des terribles allégations liées au scandale des commandites ». Le *Toronto Star* ne disait pas autre chose hier en éditorial: « Compte tenu du gâchis auquel font face Paul Martin et le Parti libéral, fixer une échéance pour les prochaines élections est ce qu'il y avait à faire. »

Revenons au *Globe*, qui soulignait que nous n'aurons « pas le portrait complet tant que la commission Gomery ne soumettra pas son rapport final, plus tard cette année ». Et, à ce moment, M. Martin a promis de faire face à l'électorat lors d'élections générales, « une promesse exceptionnelle de la part d'un premier ministre du Canada ». Le *Globe* estime qu'on ne peut pas reprocher aux libéraux de refuser d'affronter la situation.

« Malgré les efforts de l'opposition pour ternir l'image de M. Martin avec le scandale des commandites, aucune preuve jusqu'à maintenant ne laisse entendre qu'il ait quoi que ce soit à se reprocher », sauf peut-être « d'avoir échoué à détecter les magouilles et à y mettre un frein. [...] une erreur pour laquelle il a offert ses excuses dans son discours à la nation ».

Quel contraste avec l'arrogance de Jean Chrétien, « qui a toujours nié avoir fait quelque erreur et qui a tenté par tous les moyens de balayer les choses sous le tapis ». Après tout, souligne le *Globe*, Paul Martin « s'est fendu en quatre » pour aller au fond des choses: il a annulé le programme des commandites dès son premier jour au pouvoir, congédié le ministre qui en était le responsable, institué la commission Gomery, demandé à son gouvernement d'interdire des poursuites devant les tribunaux pour récupérer « l'argent sale », demandé à la Gendarmerie royale du Canada de s'intéresser au dossier et soumis les états financiers du Parti libéral à des vérificateurs. « Qu'aurait-il pu faire de plus? »

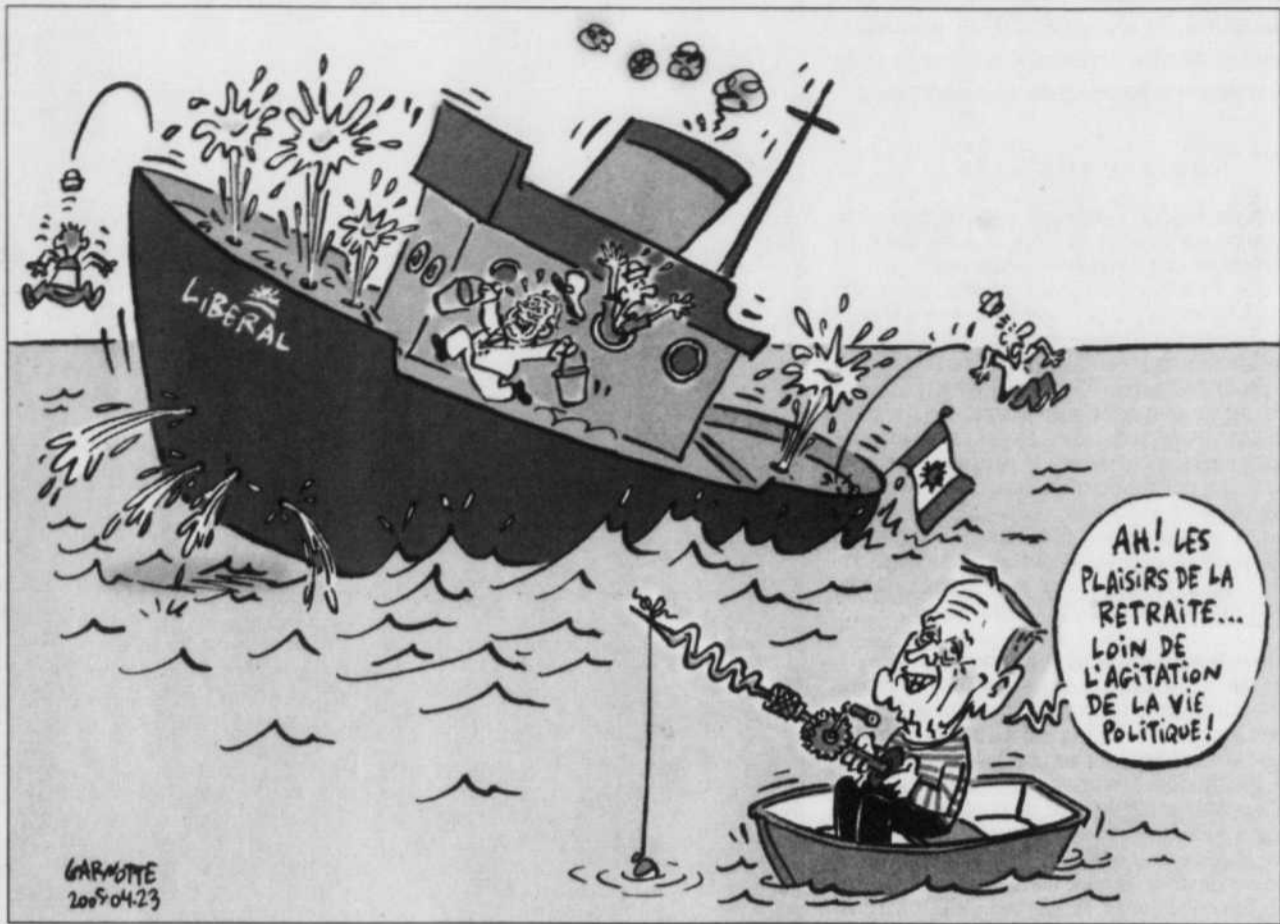
Le *Globe* va jusqu'à dire ceci: « On pourra dire tout ce qu'on voudra du manque de cohérence de M. Martin, de son leadership chancelant et de ses autres défauts évidents, il ne fait toutefois aucun doute qu'il a répondu de façon adéquate et honorable à la question des commandites. » Selon le *Globe*, cette probité de Paul Martin contraste avec le caractère « strident et excessif » de la réponse de Stephen Harper. L'opposition a beau être l'opposition, le chef conservateur n'avait pas à qualifier la performance du premier ministre de « spectacle désolant » de la part d'un homme « qui quémandait une dernière chance ». A l'excellente question de M. Harper, « les Canadiens croient-ils vraiment que le numéro deux du gouvernement, dont émanent tant d'odeurs de corruption, est la bonne personne pour faire le ménage aujourd'hui? », le *Globe* va jusqu'à répondre: « Peut-être que oui. » Éditorial préélectoral, vous dis-je.

Le *National Post* avait aussi quelques bons mots

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

L'abandon cruel du Togo

Les Togolais voteront demain. Après 40 ans d'un régime autoritaire, brutal et sanglant, les citoyens du Togo sont laissés à eux-mêmes. En effet, les Nations unies, l'Union européenne, l'Union africaine et la Francophonie se sont retranchées dans des résolutions stériles et les coopérations bilatérales dans un silence massif. Cet abandon est tragique, irresponsable et violent. Il anéantit les chances d'une transition vers l'État de droit, la démocratie et un régime respectueux des droits humains.

Cet abandon annonce la pérennité de la dictature, l'écrasement de tous devant une armée tribale, le deuil de toutes les libertés et la dégradation des conditions de vie de millions de personnes déjà sevrées de la jouissance des biens les plus élémentaires.

Cet abandon accélérera la descente aux enfers de l'Afrique de l'Ouest, déjà profondément meurtrie par l'implosion de la Côte-d'Ivoire, l'incivilité radicale en Sierra Leone, le drame du Liberia, le séisme annoncé en Guinée-Conakry. Au cœur du golfe de Guinée, le Togo prolongera le territoire de non-droit qui gangrène le continent.

Et pourtant... Or les chances d'une transition démocratique étaient réelles. Un encadrement solide de la Commission électorale, un accompagnement rigoureux dans la distribution des cartes d'électeur, 500 observateurs internationaux auraient vraisemblablement fait la différence. Cet encadrement, cet accompagnement et ces observateurs ont été refusés par la communauté internationale aux Togolais. Tel est aujourd'hui le poids de l'Afrique dans les affaires du monde.

Certes, la rhétorique sur l'Afrique se gonfle à chaque G8 ou à l'occasion d'énoncés de politique internationale. Dans le cas du Togo, elle se dissout dans un abandon cruel et se dissimule derrière une organisation régionale qui, dit-on, est chargée de superviser les élections togolaises. Or la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ne dispose ni de l'expertise, ni de la logistique,

ni des moyens, ni de l'autorité nécessaires pour accomplir cette tâche.

Les Togolais ont été lâchés. On les condamnera s'ils cèdent à la violence, s'ils opposent au terrorisme de l'État leur volonté désespérée d'en finir avec les pénuries les privant de liberté, de biens de première nécessité, de leur avenir.

Dans le cas du Togo, cette fatalité aurait pu être conjurée. Elle ne le sera pas demain à Lomé. En abandonnant les Togolais, nous avons fait notre choix, un choix pour la dictature.

Jean-Louis Roy
Président de Droits et Démocratie
Le 21 avril 2005

Y a-t-il un chauffeur dans le train vers Kyoto?

Lettre aux ministres de l'Environnement Stéphane Dion et Thomas Mulcair

Jusqu'à la fin des années 70, il y avait un service de trains qui desservait la rive sud à Montréal à partir de Farnham en passant par Iberville, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Constant, Delson, Ville LaSalle, Montréal-Ouest et Westmount jusqu'à la gare Windsor.

Un premier train passait vers 6h, un second vers 7h et un autre qui, partant du Nouveau-Brunswick, passait à Saint-Jean-sur-Richelieu vers les 8h. Il y avait un autre train en direction de Montréal à 12h20. Le soir, il y avait trois trains à partir de Montréal (dont celui qui retournait au Nouveau-Brunswick).

Ces trains étaient très populaires et toujours pleins, mais ils sont disparus parce qu'ils n'étaient pas assez rentables pour le CP, cette entreprise, comme la plupart, ne faisant pas dans le bénévolat.

Depuis ce temps, bien que nous soyons plus que jamais conscients de l'importance des transports en commun du point de vue environnemental, bien que ces villes soient de plus en plus peuplées, que les ponts soient bloqués de plus en plus tôt et que le besoin de ces trains soit de plus en plus criant, il n'en est jamais question.

Je suis convaincu que si ce service était rétabli, ces trains seraient pleins dès le début et les départs multipliés de façon constante.

Voilà un projet qui ferait l'unanimité parmi tous ces voyageurs (banlieusards, camionneurs ou autres) qui passent des heures sur les ponts engorgés jour après jour, semaine après semaine, année après année, et, bien sûr, chez les environnementalistes, qui espèrent plus que de belles intentions.

Y a-t-il un chauffeur dans le train vers Kyoto?
Luc Normandin
Saint-Jean-sur-Richelieu, avril 2005

Les baisses d'impôt ne coûtent rien

La plupart de commentateurs politiques affirment que le gouvernement du Québec n'a pas les moyens financiers de diminuer l'impôt sur le revenu des particuliers. La seule façon de «financer» les baisses d'impôt serait de couper dans les services gouvernementaux.

Cette conception est erronée et met en lumière les lacunes de nos spécialistes de la vie publique en matière économique. Les baisses d'impôt ne coûtent rien. Il n'y a ni ministère des Baisses d'impôt, ni ministre des Baisses d'impôt, ni sous-ministres, ni bureaucrates, ni bâtiment pour loger les employés affectés aux baisses d'impôt. Il n'y a aucune structure qui supporte ce «programme»: il suffit pour le gouvernement de laisser plus d'argent dans les poches des contribuables.

Evidemment, comme 40 % des Québécois ne paient pas d'impôt sur le revenu, il n'est pas surprenant de voir un grand nombre de gens défendre le régime actuel puisque leur revenu dépend de la générosité de l'État. À la décharge du ministre Audet, qui aurait peut-être aimé diminuer les impôts, les parasites élitaires qui sucent au sang le gouvernement sont ceux dont il est le plus difficile de se défaire.

Jasmin Guénette
Montréal, le 21 avril 2005

REVUE DE PRESSE

Un peu de gentillesse pour Paul Martin

Quel contraste avec l'arrogance de Jean Chrétien, « qui a toujours nié avoir fait quelque erreur et qui a tenté par tous les moyens de balayer les choses sous le tapis ». Après tout, souligne le *Globe*, Paul Martin « s'est fendu en quatre » pour aller au fond des choses: il a annulé le programme des commandites dès son premier jour au pouvoir, congédié le ministre qui en était le responsable, institué la commission Gomery, demandé à son gouvernement d'interdire des poursuites devant les tribunaux pour récupérer « l'argent sale », demandé à la Gendarmerie royale du Canada de s'intéresser au dossier et soumis les états financiers du Parti libéral à des vérificateurs. « Qu'aurait-il pu faire de plus? »

La presse



du Canada

pour le premier ministre hier. «Même si notre comité éditorial, qui s'est montré très critique du gouvernement de M. Martin, doit reconnaître que la majeure partie de son discours au premier ministre hier était vraie, certaines des allégations les plus stupéfiantes entendues à la commission Gomery, y compris celles de l'ancien président de Groupaction, Jean Brault, semblent sans fondement et ont été contredites lors de témoignages subséquents. Aussi, personne n'a lié de façon crédible le premier ministre à cette affaire.»

Faut-il pour autant reporter les élections? Non, croit le *Post*, qui prédit que le peuple se rendra aux urnes sous peu. Et c'est sans doute une bonne chose, opine-t-il, car, depuis que Paul Martin est arrivé au pouvoir, le gouvernement a été totalement paralysé par ce scandale.

Diffusée à une heure de grande écoute, l'allocation de M. Martin? Pas dans l'Ouest, en tout cas, notait Rick Bell dans le *Calgary Sun* d'hier. Selon lui, Martin s'occupait du gros de «ses fidèles», qui sont dans l'Est et qui désespéraient de se «donner une nouvelle argumentation pour voter libéral de nouveau».

Que nous a révélé cette allocation? Eh bien, que «M. Tergiverse est devenu M. Désespéré». M. Tergiverse: c'est le qualificatif que la revue *The Economist* avait réservé au premier ministre Paul Martin. Faisant allusion à Jean Chrétien, Bell écrit qu'un jour, à la veille du référendum de 1995, «un premier ministre s'est saisi des ondes publiques pour sauver le pays». Jeu de soir, «le premier ministre s'est servi des ondes pour tenter de sauver son emploi». Nous vivons vraiment «une époque effrontée», rage le chroniqueur, qui se livre à un exercice intéressant: comparer les phrases

de celui qu'il nomme «Mister Desperate» à celles de Jean Chrétien dans son discours de 1995 pour enfin citer Pierre Trudeau s'exprimant à la télé en pleine Crise d'octobre.

Constat: «Quelle déchéance! À notre époque, nous avons M. Désespéré, Paul, le vieux catholique, qui connaît la valeur de deux petits mots latins: mea culpa. Il se confesse en public.»

Le chroniqueur se montre très cynique et non moins sceptique devant l'«infomercial» du premier ministre. D'abord, on n'a rien appris, dit-il. Il n'a fait que répéter ce qu'il dit depuis longtemps: qu'il a aboli le programme des commandites, viré l'ambassadeur Gagliano, etc. Mais cette fois-ci, écrit Bell, «il s'est permis de le faire à la télé, sans les contradicteurs de l'opposition de ce système plein d'inconvénients qu'on appelle la démocratie».

Une brève on the ROC en terminant. Rick Salutin s'interrogeait dans le *Globe* d'hier: «Mais qu'y a-t-il de si terrible avec le relativisme?» Il faisait référence à la fameuse homélie programmatique de Benoît XVI, qui s'inquiétait cette semaine de l'avènement d'une «dictature du relativisme», du «tout se vaut», un souci que le *National Post* a d'ailleurs repris à son compte cette semaine. Pour Salutin, «le mot «relativisme» ne signifie pas que tout ce que les gens pensent est vrai mais plutôt que toute perspective peut renfermer une parcelle de vérité. Et aussi qu'aucune vision du monde ne peut contenir toute la vérité à elle seule». Convenons tout de même que dans un monde dont le leitmotiv est «c'est ton opinion et je la respecte», le retour d'un débat sur le relativisme a quelque chose de nécessaire.

arobitaille@sympatico.ca

IDÉES

LA SEXUALITÉ DES ADOLESCENTS

Et la Web Cam?

MÉLANIE*
Estrée

Je suis une jeune fille de 19 ans. Les articles du *Devoir* sur les « ados au pays de la porno » m'ont beaucoup touchée. Je dois vous avouer que je suis aussi très inquiète du monde vers lequel nous nous dirigeons. Je ne sais pas si vous allez écrire d'autres articles à ce sujet, mais je vous conseille d'en écrire un sur la Web Cam. Les jeunes filles ne se méfient pas assez de cet appareil aux allures inoffensives.

Personnellement, j'ai été victime de ma naïveté. Le gars dont j'étais éperdument amoureuse et avec qui j'ai perdu ma virginité avait planifié le coup: il m'a invitée chez lui, où il a allumé sa Web Cam, tout cela à mon insu, pendant que quelques-uns de ses amis nous regardaient en direct via MSN. J'avais 17 ans, et je n'ai pas besoin de vous dire que ce n'est pas facile de marcher dans une école secondaire où la moitié des gars populaires sont au courant et où quelques-uns d'entre eux vous ont vue toute nue et, pire, en train de faire l'amour.

Aucune preuve

De plus, le gros hic avec la Web Cam, c'est qu'il ne reste aucune preuve. Il m'est donc impossible de le poursuivre. J'ai quand même été chanceuse car j'aurais facilement pu retrouver ces images sur Internet puisque c'est ce qui est arrivé à plusieurs jeunes filles.

Bref, je suis convaincue que plusieurs petites filles se retrouvent à leur insu sur des sites pornographiques, et je crois qu'elles devraient en être conscientisées. C'est absolument dégradant.

Si vous vous demandez d'où vient cette idée, je crois qu'elle sort du premier film *American Pie*, dans lequel le personnage principal allume sa Web Cam lorsqu'une belle fille va se changer dans sa chambre. La vie prend trop souvent les allures d'un film, et les jeunes ne savent plus distinguer fiction et réalité.

Personnellement, j'ai eu beaucoup de difficulté à surmonter l'épreuve de la Web Cam, alors je n'ose pas imaginer ce qui arrivera aux jeunes filles dont vous avez parlé dans vos articles. [...] Internet est un immense problème.

* Cette lettre nous a été envoyée sous un pseudonyme. En dépit de sa politique qui exige l'identification complète des auteurs des textes d'opinion, *Le Devoir* a accepté de la publier comme telle, vu la teneur du propos.

Quand les ados s'habillent comme des danseuses

TIFFANY*
Montréal

Chers parents de petites filles et d'adolescentes,

Le dossier paru dans *Le Devoir* sur l'invasion de la porno dans l'univers des enfants et surtout le texte de Sylvie Rochon, « Quand la sexualité scandalise », paru en page *Idées* dans l'édition du 21 avril, m'incitent à vous communiquer ce message: protégez vos petites puces. Même si elles ont 16 ans et ne veulent plus être des puces.

Vous avez raison de vous inquiéter de les voir sortir avec des vêtements qui ont pour principale « vertu » de ne pas les habiller. Vous êtes justifiés de ne pas les laisser faire. Ne craignez pas qu'elles se détournent de vous, qu'elles vous en veuillent de brimer leur liberté de choix. Elles protesteront sans doute aujourd'hui, mais elles continueront de vous aimer et, surtout, une fois adultes, elles comprendront pourquoi vous avez agi de la sorte.

Je n'ai que 22 ans, et les souvenirs de mes batailles avec ma propre mère à propos de mes décolletés sont encore tout frais à ma mémoire. Je me rappelle la colère et l'indignation que les restrictions vestimentaires qu'elle m'imposait ont pu provoquer chez moi à l'époque. Aujourd'hui, j'ai (un peu) plus d'expérience, et je comprends de quels dangers elle voulait me préserver. Je n'en aime ma mère que davantage parce qu'elle a joué avec amour son rôle de maman: elle a protégé sa petite puce.

J'ajouterais quelque chose afin de donner du poids aux remarques sur les tenues sexy qu'offrent les boutiques à la mode, même aux enfants: ne sous-estimez pas l'importance du caractère affriolant de ces vêtements. Ne gobez pas des phrases du type « ce n'est pas grave, aujourd'hui, tout le monde s'habille comme ça, c'est la mode ».

Voici quelque chose qui vous donnera une idée des proportions que prend cette « mode »: je travaille comme danseuse (strip-teaseuse) et je vois parfois de petites filles (même pas encore adolescentes) qui marchent candidement dans la rue, habillées comme je m'habille pour travailler. Considérez-vous normal que la mode consiste à s'habiller comme une danseuse érotique pour aller magasiner ou pour aller à l'école?

Il y a des endroits, des circonstances et, surtout, un âge pour porter des vêtements qui servent à ne pas être habillée. Vous ne faites pas de mal à vos petites puces en les aidant à en prendre conscience dès maintenant. Au contraire, vous leur montrez que vous les aimez.

* L'auteure ayant souhaité garder l'anonymat, *Le Devoir* a accepté de ne publier que son nom de scène.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Il y a des endroits, des circonstances et, surtout, un âge pour porter des vêtements qui servent à ne pas être habillée.

Le sexe, c'est bien

Le sexe, c'est bien, mais la sexualité doit se vivre dans le respect

MARTIN LEBLANC
Montréal

En fin de semaine dernière dans *Le Devoir* et lundi à la radio de Radio-Canada, on s'émouvait de la promotion d'une sexualité « mécanique » réduite à la seule recherche de la jouissance physique. On déplorait que les adolescents aient une vie sexuelle active et qu'ils en parlent ouvertement. On déplorait également la banalisation de la sexualité et le fait qu'elle soit étalée partout (télévision, cinéma, littérature, Internet). On se demandait même si on n'était pas allé trop loin dans la révolution sexuelle.

Ce discours est alarmiste et sans fondement. Dans ce genre de dossier, il est bon de s'en remettre aux faits et d'éviter de s'en remettre aux histoires du type « je connais une fille qui a fait l'amour à 11 ans »: les études sur l'évolution des pratiques sexuelles (celles

des jeunes, des femmes et de la population en général) montrent qu'on est loin de vivre une sorte de banalisation d'une sexualité sans âme.

D'abord, pour ce qui est des jeunes, l'âge moyen d'une première relation sexuelle n'a pas varié significativement depuis les années 60 (il se situe toujours autour de 16 ou 17 ans) et, comme l'écrit Didier Le Gall, « l'entrée dans la sexualité se présente toujours pour les jeunes comme un moment majeur [et passionnant] de leur vie ». (« La première fois: récits d'une expérience intime », *Sciences humaines*, n° 130, page 24.) Il rappelle aussi que les jeunes d'aujourd'hui partagent des idéaux qui se rapprochent beaucoup de ceux de leurs parents. Ils croient en la famille et en l'amour.

Favorable aux femmes

Ensuite, pour ce qui est des femmes, elles vivent certainement à une époque qui leur est plus favorable. Personne en Occident aujourd'hui ne peut remettre en cause le droit des femmes à l'égalité, au respect de leur intégrité corporelle et morale et au plaisir.

Évidemment, tout n'est pas parfait. Il y a encore beaucoup d'hommes égoïstes qui ne pensent qu'à eux et à leur seul plaisir, qui sont violents et sans égards pour leur partenaire. Mais faut-il regretter une époque pas si lointaine où l'Église ordonnait à la femme de se soumettre entièrement à son mari et de faire l'amour uniquement dans le but de procréer?

Enfin, contrairement à ce que semble laisser croire un certain discours réactionnaire, il n'y a pas eu d'âge d'or de l'humanité où la population en général vivait une sexualité parfaite. La sexualité est un art qui se développe par l'éducation et la communication. Or les jeunes sont aujourd'hui plus éduqués en matière sexuelle que leurs parents ne l'étaient, et la communication entre les hommes et les femmes n'a jamais été autant valorisée. En fait, s'il existe une époque idéale pour vivre une vie sexuelle épanouie, eh bien, c'est la nôtre.

Mais au-delà de ce constat de fait, il faut absolument s'entendre sur une chose. Le sexe, c'est bien, c'est beau, et il n'y a rien de plus normal que d'en vouloir. C'est tout simplement naturel de rechercher le plaisir. Bien sûr, la sexualité doit se vivre dans le respect. Aucune contrainte, aucune violence, aucun abus ne pourra être toléré. Mais il n'y a pas de raison de paniquer. Nous sommes sur la bonne voie.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les jeunes sont aujourd'hui plus éduqués en matière sexuelle que leurs parents ne l'étaient.



Denise Bombardier

Chut!

À la commission Gomery, le verbe « taire » se conjugue à tous les temps. Il y a d'abord ceux qui se taisent au présent. Ils jurent de dire la vérité et, en se taisant, ils ne racontent pas de mensonges. Ils sont plutôt rares dans cette catégorie car, inévitablement, sous la pression des interrogatoires, plusieurs finissent par répondre qu'ils ignorent ce qu'ils savent, ce qui les transforme derechef en menteurs. Et non seulement ils mentent mais ils se parjurent. Faut-il s'étonner que, pour eux, mettre la main dans leur poche ait plus de sens que la poser sur la Bible ou que le fait de jurer sur leur honneur ne prendrait son sens que s'ils étaient honorables? D'autres devraient se taire plutôt que d'accuser leur mémoire défaillante car c'est fou ce que la mémoire est malmenée devant le juge Gomery. Dans tous ces trous de mémoire, le mensonge se tapit au point où la vérité devient introuvable. D'ailleurs, il faut se demander si ces menteurs haut de gamme n'ont pas réussi à se taire à eux-mêmes la vérité. En d'autres mots, ils croiraient leurs mensonges et auraient oublié la vérité, donc ils diraient vrai.

Plusieurs menteurs témoins sont des séducteurs nés. Ils ont de la faconde, ils manient l'humour, s'expriment élégamment et dégagent ce charme empoisonné des fourbes de bonne famille. C'est peu dire que la culpabilité est un sentiment qui leur est étranger. L'ambition effrénée, l'obsession de l'argent et une conviction politique rebaptisée « fédéralisme rentable » (pour eux) excluent la culpabilité. On ne commet pas de faute quand on est au bon bord et lorsqu'on s'en met plein les poches avec la bénédiction lointaine de fantômes rôdant au bord de la rivière des Outaouais. Ils auraient même pu se taire à moindre coût dans la mesure où ils avaient l'assurance que la manne continuerait de tomber.

Il y a une autre catégorie, celle de ceux qui se sont tus mais qui s'attablent désormais parce que coincés et lâchés par ceux-là mêmes qui les nourrissent. Ce sont d'anciens menteurs reconvertis car il leur a bien fallu mentir pour maintenir une façade de légalité et de légitimité. Ils parlent et, parce qu'ils n'ont rien à perdre, ils laissent surgir la vérité, cette arme qui, l'espèrent-ils, détruira ceux qui les ont trahis. Et c'est ainsi que nous savons peu à peu ce que nous soupçonnions, ce que nous imaginions, ce que nous redoutions.

La commission Gomery, que les cyniques tentent de banaliser pour mieux la discréditer, nous en apprend plus que nous ne le croyons. Elle est une scène exceptionnelle où se jouent des classiques: *L'Avare*, *Le Joueur*, *Le Bourgeois gentilhomme*, *L'Idiot*, *Le Malade (non) imaginaire*, *Les Fourberies de Scapin*. Et on notera au passage que les femmes y sont quasi absentes. Non qu'elles ne sachent pas mentir, mais l'appât du gain et la cupidité demeurent apparemment un domaine réservé aux mâles. Pour les témoins de la commission Gomery, l'égalité des sexes, qu'ils doivent certainement défendre une main sur le cœur et le programme du Parti libéral dans l'autre, ne s'étend pas aux commandites, ses ristournes et ses commissions. On est entre hommes étant dans le gros cash.

Un scandale comme celui qui nous occupe n'est pas le fait que de premiers rôles. On y trouve des rôles secondaires, des figurants, des voix hors champ (souvent au téléphone) et des observateurs dont la passivité renforce le système. Tous ces gens se sont tus, ont détourné le regard ou attendu que ça passe. Sauf de rares exceptions, comme cette pauvre Myriam Bédard, qui doit croire qu'il eût mieux valu pour elle qu'elle se taise compte tenu des malheurs qui l'ont par la suite accablée. Puisqu'on peut mentir par omission, il faut en conclure que le nombre de personnes impliquées dans cette machine à imprimer de fausses factures, à distribuer par intermédiaires véreux de vrais chèques alimentés par notre argent, est beaucoup plus important qu'on le laisse croire.

Pour que la démocratie soit une réalité vivante, cela suppose que chaque citoyen se perçoive comme un chien de garde de celle-ci. Cela exige un minimum d'implication personnelle et le sentiment que sa voix peut faire la différence. En démocratie, on ne peut pas se taire, fermer les yeux sur des exactions, des injustices, des illégalités, sans se transformer en complice. En ce sens, ce qu'on appelle la majorité silencieuse est une force d'inertie. Le « je me mêle de mes affaires » ou « j'aime mieux me taire » sont des phrases assassines de la démocratie. Tout au long de ce scandale, des centaines de gens ont su, mais des centaines d'autres n'ont pas voulu savoir. Savoir qu'on nous ment et faire semblant qu'on ignore est une autre façon de mentir. En ce sens, les menteurs ne défilent pas tous devant la commission Gomery. Chut! Il ne faut pas le dire!

denbombardier@videotron.ca

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page *Idées*), Brian Myles (jeunes et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoit Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communisme) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux-Soucy (surveillance); Pauline Gravel (sciences); Guillaume Bourgault-Côté (surveillance); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs), Renée Léo Guimont et Serge Paquin (relucteurs surréalistes); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels et musique), Frédérique Doyon (surveillance); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Philippe Papineau (surveillance), Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte, François Desjardins (surveillance); à l'information internationale: Jean-François Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Marilyne Hamelin, Alexandre Shields (communisme); La documentation: Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa), LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire), LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Nathalie Zemtina, Olivier Zuda, Yannick Morin (surveillance), INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Roxanne Labelle (coordonnatrice de la promotion et de la sollicitation), Loli Sénéchal-Berthiaume, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Simard, L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furov, Germain Haecck (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjoins administratifs), Claudine Chervier, Monique Proteau, Danielle Ross.

SCIENCES

L'amie des bêtes

Les découvertes de la primatologue Jane Goodall ont complètement changé notre regard sur les singes, voire sur les animaux en général



MICHAEL NEUGEBAUER, INSTITUT JANE GOODALL

Jane Goodall en « conversation » avec un chimpanzé vivant dans un refuge. La chercheuse évite de toucher les chimpanzés sauvages de peur de leur transmettre des maladies humaines.

Avec son bâton de pèlerin, elle est arrivée jeudi soir à Montréal après une tournée à travers le Canada et les États-Unis. Jane Goodall, qui a consacré sa vie à l'observation des chimpanzés dans la forêt tanzanienne, parcourt désormais le monde 300 jours par année pour répandre son message. Ces voyages éreintants ne semblent pas perturber son extraordinaire sérénité, qui était frappante hier matin lorsque nous l'avons rencontrée.

PAULINE GRAVEL

Avec sa petite voix si délicate, Jane Goodall ne se départ de son calme olympien qu'en parlant de Flo, Fifi ou David Barbe-Grise, ses protégés. Alors elle s'anime et devient intarissable. Il faut l'entendre raconter avec passion les attitudes incroyablement humaines dont font preuve ces animaux au patrimoine génétique qui se distingue du nôtre d'à peine plus de 1 %.

Amoureuse de Tarzan et naturaliste dans l'âme depuis sa tendre enfance passée pour l'essentiel à Bournemouth, en Angleterre, Jane réalise finalement son rêve en 1960 lorsque Louis Leaky, le célèbre paléontologue et anthropologue qui découvrit les premiers ossements d'*Australopithecus robustus*, l'invite à mener une étude scientifique sur les chimpanzés. Car, selon lui, une meilleure compréhension du comportement des chimpanzés en liberté nous aiderait à saisir comment vivaient nos ancêtres, dont il ne disposait que d'ossements bien fragmentaires.

En raison de sa passion pour les animaux et de sa grande patience, Louis Leaky croit en Jane, d'autant qu'à l'époque elle ne détient aucun diplôme universitaire qui pourrait nuire à son objectivité. Aucune théorie scientifique ne viendrait donc biaiser ses observations.

Une formidable aventure

Louis Leaky choisit des femmes pour cette tâche délicate. Jane Goodall se penchera sur les chimpanzés et Dian Fossey sur les gorilles de montagne. « Il croyait que les femmes feraient de meilleurs observateurs », souligne-t-elle. Selon la coutume, une femme se doit d'être patiente pour élever des enfants. Elle doit aussi comprendre les besoins et les humeurs de petites créatures qui ne parlent pas encore. Traditionnellement, elle devait régler les conflits entre les membres de la famille. Ces différentes aptitudes procuraient donc un gros avantage pour comprendre le comportement de créatures qui nous ressemblent tant.

La jeune Britannique blanche âgée de 26 ans se lance finalement dans cette formidable aventure qui la conduira vers d'importantes découvertes, qui ont complètement métamorphosé notre regard sur les singes, voire sur les animaux en général. Les habitants de la région de Gombe, située en bordure du lac Tanganyika, en Tanzanie, où elle plante sa tente, la considèrent comme « étrange ». « Mais le fait d'être une femme m'a beaucoup aidée », dit-elle. « Ainsi, je n'étais pas une menace. À me voir assise sous la pluie des journées entières et me lever tôt tous les matins

pour m'enfoncer seule dans la forêt, le chef de la région, Iddi Matata, qui était aussi un sorcier guérisseur, m'a trouvée étonnante et m'a protégée. Tous les Tanzaniens m'ont alors traitée avec beaucoup de respect. »

Sa patience fut mise à rude épreuve. De longs mois passèrent sans qu'elle réussisse à effectuer la moindre observation concluante. Mais Jane réussit à se faire accepter de la communauté des chimpanzés grâce à son immense patience. « Je ne me suis pas approchée d'eux trop rapidement. Et quand je m'approchais, je faisais semblant de ne pas m'intéresser à eux. Je creusais de petits trous dans le sol, je feignais de manger des feuilles. Je me cachais derrière une feuille de palmier, ce qui leur permettait de me voir. C'était ainsi un signe de ma part que je ne voulais pas les déranger. »

Le moment le plus fascinant fut lorsque David Barbe-Grise a perdu sa crainte et s'est aventuré jusqu'à son campement, où il a trouvé une banane. « Il a répété ce stratagème trois fois de suite. Le quatrième jour, je suis restée au campement pour le voir et j'ai reconnu qu'il faisait partie du groupe que j'observais dans la forêt », raconte Jane Goodall. Chaque fois que je rencontrais un groupe de chimpanzés dans la forêt, ils déguerpissaient. Mais si David était là, ils s'approchaient parfois de moi, probablement pour voir si j'avais des bananes avec moi ! Ou bien ils me regardaient avec de grands yeux, se disant qu'après tout, je n'étais pas si dangereuse. »

Un autre jour, David Barbe-Grise épate littéralement Jane Goodall par son adresse à se forger un outil pour capturer des termites cachés au fond de leur monticule. Il dépouille une brindille de ses feuilles, puis la plonge dans la termitière. Il se délecte ensuite en ingurgitant les petits insectes qui s'y étaient attachés. Par cette observation, Jane Goodall, qui a par la suite obtenu un doctorat en éthologie de l'Université Cambridge, venait battre en brèche une spécificité jusque-là humaine.

« Tout le monde pensait que l'homme était le seul animal capable de fabriquer et d'utiliser les outils, à tel point que c'était cette qualité, et elle seule, qui le définissait alors », rappelle-t-elle dans son autobiographie intitulée *Le Cri de l'espoir* (Stanké). Informé de cette découverte cruciale, Louis Leaky répondit : « Il nous faut désormais redéfinir la notion d'homme ou la notion d'objet, ou bien accepter que les chimpanzés sont des humains ! »

Jane Goodall avoue ne jamais avoir tenté de communiquer avec les chimpanzés qu'elle étudiait. « Je n'étais qu'une observatrice, une mouche volant autour d'eux », insiste-t-elle. « Je ne voulais surtout pas m'immiscer dans leur vie davantage que par ma présence. Je voulais voir leur comportement dans sa forme la plus naturelle possible. »

Mais comment les chimpanzés ont-ils consenti à sa présence auprès d'eux ? « Dans le monde des chimpanzés, leurs semblables sont les plus importants. Ils établissent aussi une relation privilégiée avec les babouins. Quant à moi, j'étais une autre créature parmi toutes les autres qui les entouraient, indique-t-elle. Au départ, une créature plutôt étrange, qui est ensuite devenue familière. Une fois qu'ils m'ont acceptée, ils ont graduellement admis que d'autres humains les approchent. Comme si tous les amis de Jane étaient aussi leurs amis. »

Jane Goodall se rappelle avec beaucoup

d'émotion les premiers moments où un chimpanzé l'a approchée. La relation qu'elle a entretenue avec David Barbe-Grise lui a même permis de l'épouiller. Comportement très répandu parmi les chimpanzés, l'épouillage participe à la bonne entente entre les individus. Les enfants de Flo se sont souvent approchés de Jane pour la toucher. Même si elle était émue d'un tel élan d'affection de ses protégés, Jane Goodall sait aujourd'hui qu'il est préférable d'éviter ces contacts car « les chimpanzés peuvent ainsi contracter nos maladies », prévient-elle.

Mais un humain peut-il tisser un réel lien d'amitié avec un chimpanzé ? « Dans l'environnement sauvage, cela serait peut-être possible mais nous n'avons jamais tenté de créer de tels liens. Cette amitié n'aurait toutefois pas le même sens que l'amitié entre deux humains et serait très différente de celle que l'on porte à un chien. En captivité, par contre, de très forts liens unissent le chimpanzé à la personne qui en prend soin. Si vous adoptez un enfant chimpanzé à la maison, ce que certains humains ont déjà fait, le lien ressemblera à celui qu'entretient un enfant chimpanzé avec sa mère. »

Les chimpanzés nous ressemblent comme aucun autre organisme vivant. Ils s'embrassent, s'étreignent, se tiennent les mains, se tapent dans le dos, se pavanent, brandissent les poings, se chatouillent, manifestent un fort attachement aux membres de leur famille, montrent des comportements brutaux et organisent les prémices d'une guerre comme le font les humains d'aujourd'hui, indique Jane Goodall. « Ces comportements ont probablement existé chez un ancêtre commun, il y a six ou sept millions d'années, duquel nous nous sommes séparés », dit-elle.

Jane Goodall a relevé de multiples similarités entre les chimpanzés et les humains. Comme nous, les chimpanzés peuvent faire preuve d'entraide, de compassion, d'altruisme et d'amour, mais aussi d'agressivité, de brutalité et de violence. Jane Goodall a notamment observé qu'un chimpanzé adolescent âgé de 12 ans avait adopté un enfant ayant perdu sa mère.

L'altruisme humain se situe toutefois à un niveau plus élevé que celui pratiqué par le primate, souligne Jane Goodall. « Un homme ira aider quelqu'un tout en sachant que cela peut mettre sa propre vie en danger, donne-t-elle en exemple. Un chimpanzé s'élancera aussi pour secourir quelqu'un qui se noie, mais il ne dispose pas de l'intelligence suffisante pour comprendre vraiment ce qu'il fait. Il le fera par instinct. »

D'un autre côté, les chimpanzés peuvent être très brutaux, autant que les humains. Mais Jane Goodall ne croit pas qu'ils soient capables de planifier méthodiquement la torture. « Seuls les humains sont capables de créer un véritable enfer, dit-elle. Nous pouvons être aussi brutaux que les chimpanzés, nos actions peuvent sembler très similaires. Mais nous, les humains, pouvons projeter de détruire quelqu'un autant verbalement que physiquement. »

Toutefois, ce qui fait de nous des humains est assurément le langage parlé, précise la primatologue. « Ce langage nous permet d'enseigner à notre descendance la réalité d'objets ou d'événements non présents [des concepts abstraits], de réfléchir sur les événements qui se sont passés il y a longtemps et de prévoir l'avenir, même à long

terme, précise-t-elle. Plus important encore, nous pouvons discuter de nos sentiments, voire faire des recommandations. Je crois que cela est possible grâce à l'incroyable développement de notre intellect. »

Dans leurs conflits, les humains se distinguent par leur aptitude à planifier des attaques militaires.

L'importance de l'éducation

En 1986, après avoir assisté à une conférence faisant état de la vitesse à laquelle les chimpanzés d'Afrique disparaissent, Jane Goodall décide de se consacrer à la conservation des espèces et à l'éducation du grand public.

Les chimpanzés sont aujourd'hui grandement menacés d'extinction. Alors qu'au début du XX^e siècle on en comptait deux millions vivant dans les forêts de 25 pays africains, le dernier recensement révèle qu'il en reste moins de 150 000 en liberté dans quatre pays. Le déboisement, le trafic de viande de brousse et les besoins croissants des populations humaines en pleine explosion sont responsables de ce fléau.

Pour remédier au problème, Jane Goodall a mis sur pied le programme TACARE qui vise, par des projets de reboisement et d'éducation dans la région du lac Tanganyika, à préserver, voire restaurer les habitats des chimpanzés. On enseigne aux villageois à pratiquer une gestion durable des ressources naturelles. On les sensibilise à la protection de l'environnement.

Mais le programme Racines et bourgeons (Roots & Shoots) est celui qui tient le plus à cœur à Jane Goodall. « Car nous devons enseigner aux jeunes à être de meilleurs Terriens que nous l'avons été », dit-elle. Le programme, qui fleurit dans 87 pays du monde, dont le Canada, s'adresse aux jeunes de tout âge. Il les encourage à participer à des activités communautaires favorisant le respect et la compassion envers les êtres vivants. On nettoie les lits de rivière, on renseigne ses camarades sur les espèces menacées d'extinction...

L'Institut Jane Goodall a également mis sur pied des refuges destinés à accueillir les chimpanzés devenus orphelins en raison de la chasse pratiquée dans les forêts africaines.

Jane Goodall combat également l'emploi de cobayes animaux dans les expériences scientifiques. « Il faut d'abord éveiller la conscience de la population sur la souffrance qu'éprouvent les animaux. Nous ne sommes pas les seuls êtres vivants sur cette planète à posséder un esprit et à éprouver des émotions, dit-elle. Ceux qui approuvent les expériences sur les animaux doivent être informés et admettre le fait que celles-ci causent d'intenses souffrances aux animaux. »

Les revendications des défenseurs des droits des animaux ont poussé plusieurs scientifiques à trouver des solutions de rechange telles que des cultures de tissu et des simulations par ordinateur.

Elle s'est également convertie au végétarisme le jour où elle a découvert les méthodes d'élevage abominables employées dans l'industrie alimentaire.

Malgré les guerres qui se perpétuent, la planète qui continue de se détériorer, Jane Goodall garde néanmoins espoir. Elle se fait désormais un devoir de sensibiliser le grand public et de l'inviter à faire sa part pour protéger l'environnement. « Nous ne devons plus attendre que les "autres" résolvent tous nos problèmes. C'est à chacun de se mobiliser pour que le monde existe encore demain : à vous comme à moi », insiste-t-elle.